Chapitre 3

La communauté nationale menacée: Inerties et transformations de l´idéologie ultranationaliste de l´extrême-droite espagnole

Iván Llamazares

La définition du caractère et des limites de la communauté nationale, et l´identification des menaces la cernant, ont été centrales pour les mouvements politiques d´extrême-droite, lesquels ont adopté, tout au long de leur histoire, des formes distinctes de nationalisme extrême. Ceci est manifeste si l´on considère celui qui pour beaucoup constitue le mouvement d´extrême-droite par excellence, à savoir le fascisme, qui a été décrit comme un mouvement ultranationaliste articulé autour du mythe de la renaissance de la communauté nationale[1]. Le rôle de la nation est également central pour les partis contemporains d´extrême-droite, bien que les définitions concrètes et le contexte idéologique de cet ultranationalisme soient différentes de celles qui caractérisèrent historiquement les mouvements fascistes[2]. Il est clair que les organisations contemporaines d´extrême-droite présentent d´autres caractéristiques additionnelles, comme leur rejet de certains aspects des régimes libéraux-démocratiques actuels et leur populisme « anti-établissement »[3]. Mais c´est surtout à travers leur caractère ultranationaliste et ethnocentrique que se trouvent les éléments constituant le noyau de leur programme. Comme l´ont de même montré certaines analyses empiriques comparatives, l´un des composants de leur idéologie ultranationaliste, le rejet de l´immigration, constitue l´élément le plus important de leur attrait électoral[4].

Le qualificatif d´extrême-droite n´est certainement pas le seul terme possible afin de se référer aux secteurs politiques décrits dans ce travail, qui sont aussi parfois définis par d´autres étiquettes conceptuelles, comme celles du néo-fascisme, de la droite radicale ou de la droite populiste. Cependant, un ensemble de raisons historiques et théoriques justifient d´employer ce qualificatif dans cette étude. En premier lieu, de manière fondamentale, celui-ci se justifie parce que le terme d´extrême-droite a été celui qui a servi dans le vocabulaire politique espagnol à englober un ensemble divers de familles idéologiques (phalangistes, intégristes catholiques, national-socialistes, nationalistes autoritaires etc.), qui ont été unis politiquement lors de conjonctures historiques décisives, depuis les expériences de la Seconde République et de la Guerre Civile jusqu´à la transition démocratique, l´échec et la débandade politique qui l´accompagnèrent. Ainsi, par exemple, si l´on s´attarde sur la dernière formation politique appartenant à ce camp politique qui a obtenu un soutien électoral appréciable,

1. Juan LINZ, « Some Notes toward a Comparative Study of Fascism in Sociological Historical Perspective », dans Walter LAQUEUR (dir.), *Fascism: A Reader's Guide*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 1976, p. 12-13. Roger GRIFFIN, *The Nature of Fascism*, Londres, Routledge, 1991, p. 32; Derek LYNCH, *The Routledge Companion to Fascism and the Far Right*, Londres, Routledge, 2007, p. 1.
2. Paul HAINSWORTH, *The Extreme Right in Western Europe*, Londres, Routldege, 2007, p. 12; Cas MUDDE, *Populist Radical Right Wing Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 16.
3. Paul HAINSWORTH, *Ibid.*, 2007, p. 12; Elisabeth CARTER, *The Extreme Right in Western Europe: Success or Failure?*, Manchester, Manchester University Press, 2005, p. 17 et 28; Cas MUDDE, *The Ideology of the Extreme Right*, Manchester, Manchester University Press, 2000, p. 177; Gilles IVALDI, *Droites populistes et extrêmes en Europe occidentale*, Paris, La Documentation Française, 2004.
4. Pippa NORRIS, *Radical Right: Parties and Electoral Competition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

l´« Union Nationale » (UN), qui obtint un député lors des élections législatives de 1979, l´on trouvera en son sein des dirigeants, des activistes et des électeurs procédant de toutes les tendances politiques mentionnées précédemment. Ce furent aussi les dirigeants et les activistes procédant de cet espace politique, qui ont tenté lors des dernières années du régime franquiste de redéfinir, sans aucun doute avec peu de succès, les plateformes et les programmes politiques qui s´inscrivent dans ce camp politique.

Le terme d´extrême-droite est aussi le plus adéquat pour des raisons théoriques et conceptuelles. Contrairement aux autres étiquettes possibles, le terme d´extrême-droite présente des connotations autoritaires et antidémocratiques qui le relient aux expériences fascistes et aux mouvements néofascistes[5]. C´est justement le cas des plateformes politiques décrites dans ce travail, qui n´ont pas encore réussi à ce jour à se démarquer de l´expérience franquiste et de leur rejet du cadre constitutionnel de 1978. En ce sens, le terme d´extrême-droite est plus approprié d´un point de vue conceptuel que celui de droite radicale (même si l´on élimine les connotations néolibérales que lui a donné Kitschelt en 1995), ou que celui de droite populiste radicale[6]. Il est tout à fait possible que les tentatives de redéfinition que mettent en œuvre certains secteurs de l´extrême-droite espagnole, donnent un jour lieu à une plateforme droitière à succès de caractéristiques populistes, qui serait donc nominalement démocratique et antiélitiste à la fois[7]. Pour autant, mis à part dans le cas partiel de la *Plataforma per Catalunya* (la « Plateforme pour la Catalogne »), ce moment n´est pas encore venu. Le présent chapitre utilisera ainsi comme terme préférentiel celui d´extrême-droite, sauf s´il est nécessaire de se référer avec plus de précisions à d´autres modalités concrètes au sein de camp politico-idéologique.

Ce chapitre aborde précisément comment au cours des dernières années, certains secteurs de l´extrême-droite ont tenté de réélaborer les éléments idéologiques de base de ce noyau ultranationaliste. Il s´agit ainsi d´une étude sur les tentatives de transformation des visions, des programmes et de l´idéologie politique de l´extrême-droite, des tentatives qui peuvent affecter des éléments idéologiques, programmatiques et symboliques très importants de sa tradition, et qui en même temps, aspirent à maintenir la centralité du nationalisme dans son programme et dans son idéologie. Plus concrètement, il est analysé comment une combinaison d´expériences historiques, de transformations sociodémographiques et d´effets d´affichage induits par des mouvements européens similaires, ont amené divers acteurs de l´extrême-droite à redéfinir les axes de leur programme politique nationaliste. La première partie de ce chapitre reconsidère d´abord l´échec politique de l´extrême-droite espagnole et les dilemmes de l´axe politique nationaliste (l´unité de l´Espagne) sur lequel ce secteur prétendait construire son attrait électoral. La seconde partie examine ensuite les caractéristiques et les limites des tentatives de changement des programmes nationalistes de ces groupes, lesquelles se sont préférablement centrées sur le rejet de l´immigration. La troisième partie se focalise enfin sur le potentiel électoral des programmes anti-immigration en Espagne à partir des attitudes de l´opinion publique : il apparaît que le secteur de l´électorat hostile à l´immigration présente une taille non négligeable, et qu´il n´a pas encore été capté par aucun parti politique espagnol. Cela dit, ce secteur de l´électorat présente des caractéristiques sociales et économiques radicalement distinctes de celles des électeurs traditionnels de l´extrême-droite. Probablement, le fait de tenter d´attirer leurs votes demandera d´importants changements qui devraient réorienter l´extrême-droite espagnole dans une direction populiste et l´éloigner des inerties (idéologies et symboliques) de sa propre tradition politique.

5. Cas MUDDE, *Op. Cit.*, 2007, p. 23-31; Piero IGNAZI, *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2004.
6. Herbert KITSCHELT et Anthony McGANN, *The Radical Right in Western Europe*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1995.
7. Cas MUDDE, *Op. Cit.*, 2007, p. 32; Pippa NORRIS, *Op. Cit.*, 2005.

1. L´unité de l´Espagne et l´échec de l´extrême-droite durant la transition démocratique

L´idéologie politique des mouvements d´extrême-droite a été historiquement définie par le rôle central joué par un nationalisme extrême. Ceci a aussi été le cas de l´extrême-droite espagnole, dont le caractère et l´idéologie se forgèrent à travers des conflits au sein desquels les éléments politico-culturels eurent une énorme importance. En particulier, les conflits liés à la reconnaissance des cultures et des identités périphériques, à la structure politico-territoriale de l´État et au rôle de la religion et de l´Église catholique vis-à-vis de l´identité espagnole, jouèrent un rôle décisif dans la définition de l´idéologie de l´extrême-droite espagnole[8]. Pour cette dernière, la nation espagnole se fonde sur les piliers de la foi catholique et de la langue castillane, et sa persistance exige un système unitaire et centralisé qui puisse résister aux accès désintégrateurs des nationalismes périphériques et des acteurs politiques révolutionnaires. La religion et la culture servirent de même à identifier les ennemis de la nation espagnole, souvent regroupés à travers l´étiquette d´« Anti-Espagne ». Appartenaient à cette dernière tant les adversaires de la foi et de l´Église catholique que ceux qui mettaient en cause l´homogénéité culturelle de l´Espagne et qui défendaient l´autogouvernement des régions dotées d´une langue et d´une culture propres. Dans le premier cas, les destinataires du rejet ultranationaliste étaient constitués par les différents courants de la gauche, les républicains, les socialistes, les anarchistes et les communistes. Dans le second cas, les ennemis de l´Espagne étaient incarnés par les nationalistes périphériques, principalement basques et catalans, qui revendiquaient l´autogouvernement voir même dans certains cas l´indépendance de leurs nations respectives.

Le rejet des nationalismes périphériques et de leurs demandes politiques fut d´ailleurs l´un des éléments les plus décisifs dans l´organisation de l´idéologie et de la stratégie politique de l´extrême-droite depuis l´expérience de la Seconde République. Ce rejet, lié à un nationalisme espagnol de caractère autoritaire et exclusif, favorisa la mise en œuvre d´une structure politique et institutionnelle fortement centralisée durant le régime de Franco, tout en alimentant son discours et en conditionnant l´ensemble de ses politiques, particulièrement les politiques culturelles et éducatives. La transition politique espagnole supposa donc un double traumatisme politique pour l´extrême-droite : le premier, fut dérivé de la démocratisation du système politique, et le second, fut lié à la récupération des institutions d´autogouvernement pour la Catalogne et le Pays Basque et la construction postérieure d´un État des autonomies pour l´ensemble de l´Espagne. Pour l´extrême-droite, le processus de forte décentralisation politique qui fut mis en place durant la transition encourageait la décomposition et la fragmentation de l´Espagne, tant sur le terrain politico-institutionnel que sur le plan identitaire. Le fait qu´au début de la transition, ce processus se développa parallèlement à une activité terroriste ascendante de l´ETA, permettait de plus à cette tendance politique de lier la création de l´État des autonomies à la violence indépendantiste de l´ETA et de proposer, comme unique réponse acceptable, le retour à des politiques autoritaires et centralisatrices, des politiques qui devraient être nécessairement exécutées et dirigées par les forces armées.

L´importance que l´extrême-droite conféra à la défense du nationalisme espagnol et au rejet des demandes d´autonomie des nationalités et des régions ne dérivait d´aucun penchant extravagant de cette tendance politique. Plutôt, elle trouvait ses racines dans la centralité des conflits entre le centre et la périphérie dans l´histoire espagnole contemporaine, de même que dans l´enracinement du nationalisme espagnol au sein de secteurs très larges de la société

8. Sur l´histoire de l´extrême-droite espagnole, *Cf.* José Luis RODRÍGUEZ JIMÉNEZ, *La extrema derecha española en el siglo XX*, Madrid, Alianza, 1997; Stanley PAYNE, *Fascism in Spain, 1923-1977*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1999.

espagnole, un nationalisme que l´extrême-droite prétendait non seulement canaliser mais aussi reconduire vers une direction favorable à son propre projet politique. Ce qui fut brisé lors de la chute du franquisme ne fut pas la vigueur de ces sentiments nationalistes espagnols, mais la structure politique unitaire et centralisée établit par ce régime, de même que la politique d´exclusion des acteurs politiques autonomistes et nationalistes périphériques. Considérant l´enracinement social de ces demandes périphériques, et le poids électoral des partis qui les articulaient au sein de divers territoires, en particulier en Catalogne et au Pays Basque, la transformation du régime démocratique dans une direction autonomiste aurait d´ailleurs été inévitable dans n´importe quel cadre politique démocratique. Les réussites autonomistes rapides des trois nationalités historiques, celles qui avaient vu approuver leurs statuts d´autonomie durant la Seconde République, à savoir la Catalogne, le Pays Basque et la Galice, donnèrent de même lieu à une extension rapide du modèle autonomique, qui fut alimenté tant par les demandes d´autres régions qui ne voulaient pas de statuts inférieurs à ceux des trois nationalités historiques, que par la volonté des élites politiques espagnoles de développer un système homogène de gouvernement territorial.

Depuis le début de la transition, les différentes formations de l´extrême-droite firent du rejet de la décentralisation politique et de l´État des autonomies l´une de leurs principales raisons d´être. Les partis de ce spectre politique ne purent cependant pas capitaliser sur les résistances que ce processus engendrait au sein de certains secteurs de l´opinion publique espagnole. Au début de la phase actuelle de démocratisation, en juin 1977, aucun parti d´extrême-droite ne parvint à obtenir de représentation parlementaire[9]. Seulement lors des élections de 1979, une alliance d´extrême-droite, l´Union Nationale, réussit à entrer au Parlement national, après avoir obtenu 2,1% des voix[10]. Son représentant élu fut Blas Piñar, un notaire d´idéologie ultranationaliste et intégriste catholique, le dirigeant historique de la formation d´extrême-droite *Fuerza Nueva* (« Force Nouvelle », FN), qui était alors de même le principal parti membre de cette coalition. Lors des élections générales de 1982, la coalition au sein de laquelle se présenta Blas Piñar perdit sa représentation parlementaire. Depuis lors, et si l´on exclut de cette orientation politique les candidatures populistes et personnalisées dirigées respectivement par les entrepreneurs José M. Ruiz Mateos et Jesús Gil, l´ensemble des voix en faveur des partis d´extrême-droite n´a plus jamais atteint 1% lors des élections générales.

Le douloureux échec de la tentative de coup d´État de février 1981 supposa la faillite de la stratégie politique centrée sur le soutien à un soulèvement militaire contre la démocratie. De plus, l´accès au gouvernement du *Partido Socialista Obrero Español* (« Parti socialiste ouvrier espagnol », PSOE) grâce à une solide majorité électorale, et l´évaporation des images apocalyptiques et sanglantes sur l´accession de la gauche au pouvoir que pouvaient partager de larges secteurs de l´extrême-droite, laissèrent cette tendance politique dans une position circonspecte d´irréalisme et de marginalité. Dans ces circonstances, *Alianza Popular* (« l´Alliance Populaire », AP), la formation dirigée par Manuel Fraga, apparaissait alors comme une alternative infiniment plus viable et attractive pour les électeurs proches du franquisme que ne pouvait l´être l´ensemble des groupuscules de l´extrême-droite. Une formation qui de même, n´apparaissait pas comme étant ouvertement franquiste aux yeux des électeurs, ni au contraire contaminée comme l´*Unión de Centro Democrático* (« Union du centre démocratique », UCD) par l´image de centrisme idéologique, de défaitisme face au nationalisme périphérique et de désorganisation partisane.

9. Lors de ces élections, la somme des voix de toutes les forces d´extrême-droite n´atteignit pas 1%. *Cf.* Xavier CASALS MESSEGUER, *Ultrapatriotas*, Barcelona, Crítica, 2003, p. 242.
10. *Ibid*., 2003, p. 242.

En ce qui concerne ce qui constitue le thème central de l´activisme politique de l´extrême-droite, à savoir l´unité de l´Espagne, il est clair que la généralisation du système autonomique dans les années 1980, quoique non exempte de tensions, ne se révéla pas comme une catastrophe irréversible pour la nation espagnole. Qui plus est, le système autonomique devint majoritairement accepté par la société espagnole. L´extrême-droite n´ajusta pourtant pas son discours ultranationaliste espagnol à cette évolution autonomiste, et maintint son adhésion au modèle de l´État centraliste, un modèle qui perdit toutefois rapidement sa popularité. Ainsi, dès 1990, lors d´une enquête du *Centro de Investigaciones Sociológicas* (« Centre de recherches sociologiques », CIS), seuls 12,5% des enquêtés manifestaient alors une préférence pour un gouvernement centralisé sans communautés autonomes[11]. En 2002, ce pourcentage ne correspondait qu´à seulement 9,2% des citoyens espagnols[12]. L´adhésion de l´extrême-droite au modèle de l´État centraliste ne lui servit même pas à obtenir le soutien électoral de ce groupe d´électeurs : l´immense majorité des citoyens présentant des préférences centralistes (et qui ne sont pas de gauche) ont ainsi continuellement voté pour le Parti Populaire lors de l´expérience démocratique actuelle[13]. La polarisation de la scène politique autour des demandes autonomistes au Pays Basque (à partir du Pacte de Lizarra en 1998) et en Catalogne (à partir de l´élection de Pascual Maragall en tant que Président du gouvernement catalan en 2003), paraissait pourtant ouvrir certaines possibilités afin que le discours anti-autonomiste et opposé aux nationalistes périphériques de l´extrême-droite récupère sa capacité d´attraction vis-à-vis de secteurs appréciables de l´électorat.

Cependant, les positions radicalement antinationalistes périphériques adoptées par le PP et en particulier, son rejet frontal de la politique d´un final négocié d´ETA suite à la victoire du PSOE en 2004, bloquèrent la possibilité que les groupes d´extrême-droite rentabilisent leur rejet des nationalismes catalan et basque et de la dérive autonomiste. Indépendamment du fait que les raisons pour lesquelles le PP adopta des positions d´opposition radicale fussent idéologiques ou stratégiques, le résultat fut que pour les électeurs les plus opposés au nationalisme périphérique et à la politique de dialogue avec l´ETA, le PP pouvait apparaître comme un parti présentant des positions catégoriques et avec d´importantes possibilités d´obtenir une victoire électorale lors des élections législatives. Dans cette situation, les seuls espaces probables manquants de représentation se situaient plutôt chez les électeurs de centre ou de centre-gauche qui avaient voté pour le PSOE et qui se sentaient aliénés par les politiques d´accommodation face aux nationalismes périphériques. C´est dans ce cadre que des troisièmes forces, comme *Unidad, Progreso y Democracia* (« Unité, Progrès et Démocratie », UPD) dirigée par l´ex-socialiste Rosa Díez, ou *Ciudadanos de Cataluña* (« Citoyens de Catalogne », C's), parvinrent à faire irruption dans le débat politique et à obtenir une représentation institutionnelle lors de processus électoraux. La dureté de la confrontation politique entre le PP et le PSOE rendit enfin peu vraisemblables les attaques populistes envers une classe politique qui serait en situation d´oligopole et dont les partis se répartiraient le pouvoir entre eux en accord parfait et en tournant le dos aux demandes citoyennes.

Dans ces conditions, il apparut clairement que la thématique de l´unité de l´Espagne manquait de la capacité d´attraction nécessaire afin d´articuler une nouvelle alternative

11 Manuel GARCÍA FERRANDO, Eduardo LÓPEZ-ARANGUREN et Miguel BELTRÁN, *La conciencia nacional y regional en la España de las autonomías*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, p. 172.

12. Iván LLAMAZARES et Luis RAMIRO, « Les espaces politiques restreints de la droite radicale espagnole. Une analyse des facteurs politiques de la faiblesse de la nouvelle droite en Espagne », *Pôle Sud. Revue de Science Politique*, nº 24, 2007, p. 137-152.

13. Par exemple, l´enquête nº 2455 du CIS révèle qu´en 2002, 81% des citoyens qui présentaient des préférences centralistes et qui n´étaient pas idéologiquement de gauche, avaient l´intention de voter en faveur du PP lors des prochaines élections législatives, 6,8% des partisans de ce secteur de l´opinion manifestaient leur intention de ne pas voter ou de voter blanc et 7,5% des personnes interrogées indiquaient qu´elles n´avaient pas encore décidées.

d´extrême-droite. Il demeurait de même toujours urgent de redéfinir l´idéologie et le programme de ce secteur politique s´il désirait jouer une quelconque influence sur le terrain politique et électoral. En réalité, divers activistes et dirigeants d´extrême-droite avaient été conscients, depuis l´effondrement des années 1980, de la nécessité de réaliser de profondes transformations dans le programme de ce secteur politique. Dans la partie suivante, il s´agira ainsi d´examiner les éléments conditionnant, le contenu et les limites des principales transformations idéologiques et programmatiques entreprises par certains secteurs de l´extrême-droite espagnole dans l´actuelle phase démocratique, particulièrement en ce qui concerne le noyau idéologique fondamental de ce secteur politique : le nationalisme.

2. L´élaboration d´une nouvelle alternative politique : dépasser le franquisme et définir des points de focalisation renouvelés

Les tentatives de redéfinition de l´extrême-droite ont tourné autour de deux questions qui présentent une nature distincte, mais qui sont liées mutuellement. En premier lieu, elles se sont organisées par rapport à la relation avec son propre passé, un passé qui fait référence tant à l´histoire de son principal noyau d´articulation depuis les années 1930, la Phalange Espagnole, comme à l´expérience du régime de Franco. En second lieu, ces tentatives ont porté sur les principales positions politiques que devrait mettre en avant ce secteur politique dans la conjoncture actuelle. Ces deux questions ne sont pas dissociées entre elles. La première présente largement un caractère autoréférentiel, mais elle transcende aussi l´auto-perception et l´identité de ce secteur politique. Il en est ainsi parce que la relation avec le passé affecte entièrement l´image que projette cette tendance politique à la société, et parce qu´elle conditionne aussi de distinctes manières la définition de la plateforme idéologique et programmatique de ce mouvement. Dans ce cas, les débats au sein de l´extrême-droite ont confronté les partisans du maintien de l´adhésion aux éléments de base de la tradition phalangiste et/ou franquiste avec ceux qui ont exigé une reconstitution de rupture qui s´éloignerait de la vieille extrême-droite et qui proposerait de nouvelles thématiques et positionnements idéologiques.

Ce débat est important non seulement dans la mesure où il réfère à l´identité et à la perception que l´extrême-droite se fait d´elle-même, mais aussi parce qu´il est lié aux questions dotées du plus grand poids idéologique et programmatique. C´est sur ces dernières, inclues dans la seconde thématique mentionnée plus haut, que s´organisera notre analyse. En particulier, ce qui nous intéresse ici est d´établir comment au cours des dernières années, certains secteurs de l´extrême-droite ont tenté de trouver de nouveaux axes idéologiques et programmatiques qui puissent être encadrés au sein des préoccupations politico-culturelles classiques de ce secteur politique (l´unité, la cohésion, les limites de la communauté politique nationale), tout en se séparant du rang des préoccupations classiques de l´extrême-droite franquiste et néo-franquiste. Et cela, pour des nécessités tant substantives (l´importance des nouvelles demandes sociales et des nouveaux axes de conflits en Espagne et en Europe) que stratégiques (les caractéristiques de l´espace politique-partisan espagnol et les connotations que les vieux discours de l´extrême-droite induises devant la majeure partie de l´opinion publique espagnole).

Comme il a été signalé précédemment, la centralité du thème de l´unité de l´Espagne s´est révélée incapable de servir au rassemblement de larges couches d´électeurs au sein de la société espagnole. En partie en raison de l´acceptation de l´État des autonomies par la majeure partie de la population espagnole, et en partie à cause de la capacité du Parti Populaire de monopoliser la défense de l´unité de l´Espagne, au moins vis-à-vis des électeurs qui ne sont

pas de gauche, l´extrême-droite espagnole a été incapable d´exploiter sa position radicalement nationaliste dans ce conflit politique. Ceci est d´autant plus vrai que cette défense de l´unité de l´Espagne a souvent fait penser aux citoyens à la structure radicalement centraliste et autoritaire du régime de Franco ou à l´opposition au cadre constitutionnel actuel. Cette perception de l´épuisement de la mise en avant du thème de l´unité de l´Espagne comme noyau d´attraction principal de la droite radicale espagnole, a eu lieu parallèlement à la révélation de l´importante de l´immigration pour le succès des formations d´extrême-droite en Europe[14]. L´irruption du Front National au sein du spectre politique français au début des années 1980, et en particulier son entrée au Parlement européen en 1984, persuadèrent d´autres secteurs de l´extrême-droite de la viabilité de leurs projets partisans et de la nécessité d´une modernisation qui prendrait en compte les exemples les plus fructueux. Cette constatation fut renforcée par d´autres exemples à l´impact médiatique certain au sein de la société espagnole, comme le succès du FPÖ autrichien dirigé par Jörg Haider en 2000, un succès qui l´amena même à former une coalition gouvernementale avec l´ÖVP, le parti chrétien-démocrate autrichien.

Mais l´ impact de ces phénomènes sur le programme et les idées de l´extrême-droite fut dépendant des transformations de la société espagnole en rapport avec l´immigration massive. Au milieu des années 1980, la proportion d´immigrants en Espagne se situait encore en-dessous de 1% de la population. Ceci explique pourquoi ceux qui se sentirent tentés d´imiter le Front National de Le Pen à cette époque, se limitèrent à copier des aspects formels, sans pour autant réaliser de changements de grande importance dans le programme politique de leurs formations (ceci fut le cas par exemple de la création manquée du parti Frente Nacional en 1986 autour de l´ancien député Blas Piñar, un homme politique issu du courant intégriste catholique franquiste et qui demeura imperméable à un quelconque courant modernisateur de la pensée politique). Ce fut ainsi seulement à partir de la croissance rapide de l´immigration à la fin des années 1990 et surtout au début des années 2000, que l´importance potentielle de ce phénomène fut rendue manifeste pour différents secteurs de l´extrême-droite, et que devinrent évidentes les nécessités et les possibilités de modification des discours et des programmes politiques de ce secteur[15]. D´une part, les seuls chiffres de l´augmentation de l´immigration permettaient d´évoquer l´importance de ce processus pour de nombreux citoyens espagnols. D´autre part, les incidents et les tensions liés à l´immigration ne se firent pas attendre, en ayant comme exemple le plus connu les actes de violence qui eurent lieu à El Ejido (Murcie) en février 2000, lorsque suite à trois assassinats commis par des immigrants, il s´ensuivit une vague d´actes de violence contre la population d´origine maghrébine.

14. L´impossibilité d´exploiter politiquement la thématique de l´unité nationale par l´extrême-droite a été souligné par certains auteurs inscrits dans ce camp politique. L´interprétation de ces limites que propose Ernesto Milá, l´un des idéologues les plus en vues de l´extrême-droite espagnole, peut ici servir d´exemple : « l´extrême-droite actuelle se focalise toujours sur les mêmes thématiques : elle continue de mettre comme premier terme de son programme le thème de l´« unité nationale » sans se rendre compte que la maîtrise de celui-ci demeure complètement aux mains du PP et qu´il peut mobiliser plus de drapeaux nationaux que toute l´extrême-droite réunie. Elle ne pourra jamais perforer cette position du PP, pas même si ce parti pacte avec les nationalistes périphériques comme il l´a déjà fait », *Cf.* Ernesto MILÁ, « Por qué la extrema derecha está muerta y enterrada en España », [http://www.infokrisis.blogia.com/2010/091801-por-que-la-extrema-derecha-esta-muerta-y-enterrada-en-espana.php], 18 septembre 2010. Milá a été membre de nombreuses formations d´extrême-droite, parmi lesquelles le Parti Espagnol National Socialiste, Force Nouvelle, Démocratie Nationale et dans l´actualité, Espagne 2000. Sur ses idées et sa trajectoire politique, il est aussi possible de consulter son blog personnel [http://infokrisis.blogia.com], et en particulier son article intitulé « Ultra-mémoires », *Cf.* [http://infokrisis.blogia.com/temas/ultramemorias.php], consulté le 31 juillet 2011.

15. Ainsi, alors qu´en 1986, la proportion d´immigrants n´atteignait pas encore 1% de la population, lors de l´année 2008, ce pourcentage dépassait plus de 10% des citoyens recensés.

2.1. L´échec initial de Démocratie Nationale

Les premières tentatives de définir un discours et un programme politique innovants furent promus par *Democracia Nacional* (« Démocratie nationale », DN), un parti qui fut fondé en 1994 (avec le nom initial d´« Alternative Démocrate Nationale ») à partir de la confluence de secteurs distincts de l´extrême-droite, dont le plus important fut *Juntas Españolas* (« Assemblées espagnoles », une formation très largement héritière de la formation auto-dissoute *Fuerza Nueva*, « Force Nouvelle »). Démocratie nationale se présenta pour la première fois devant le vote des électeurs lors des élections européennes de 1994. En 1995, son premier Congrès constituant élabora un document programmatique (*Nuestra Propuesta*, « Notre Proposition »), qui fut centré sur la défense de la souveraineté, de l´unité et de l´identité nationale, une défense qui demanderait selon le parti de lutter contre l´immigration massive, le séparatisme et la mondialisation[16]. La défense de la souveraineté et la lutte contre la mondialisation impliquait alors dans ce cas particulier le rejet du Traité de Maastricht, un traité contre lequel ce parti chercha à promouvoir, par l´intermédiaire du Défenseur du Peuple, un recours d´inconstitutionnalité devant le Tribunal Constitutionnel[17].

La plateforme de Démocratie Nationale ne supposait pas un dépassement complet des vieilles thématiques de l´extrême-droite, mais cherchait à formuler une tentative ambitieuse de requalification de ces dernières dans le contexte de la lutte contre la mondialisation en cours, une lutte qui impliquait la défense de la souveraineté et de l´identité nationale face à des défis très distincts de ceux de la lutte contre l´« anti-Espagne », propres de la Guerre civile et de la période franquiste. Ceci impliquait de se séparer des identités politiques et des cadres cognitifs propres de la tradition de l´extrême-droite espagnole, une stratégie qui dans le jargon interne de ce secteur politique, fut étiquetée comme l´« autonomie historique »[18]. Cette nouvelle qualification impliquait l´introduction de thématiques destinées à acquérir un rôle central dans la nouvelle phase politique, comme l´expérience propre du Front National français aurait démontré, à savoir surtout la lutte contre l´immigration massive mais aussi le rejet des caractéristiques du processus d´intégration européenne en cours.

Ce nouveau cadre idéologique proposait également de redéfinir la place de l´extrême-droite au sein du système de partis et du système politique espagnol. D´une part, la proposition de DN prétendait présenter un caractère « transversal » et rassembler des individus qui procédaient de différentes traditions politiques et idéologiques dans une plateforme de caractère génériquement nationaliste. Ceci supposait une rupture marquée, au moins d´un point de vue discursif, par rapport aux scissions issues de la Guerre Civile, des scissions autour desquelles les identités du franquisme et de l´extrême-droite espagnole s´étaient cimentés. La défense explicite de l´État-providence et la proposition suivant laquelle son bénéfice devrait être le patrimoine exclusif des nationaux espagnols, indiquait aussi la présence de transformations significatives dans le vocabulaire et les priorités de l´extrême-droite. D´autre part, les déclarations (et aussi le nom) du nouveau parti mettaient l´emphase sur les liens entre démocratie et nation, et soulignaient le rôle de cette dernière comme

16. Ferrán GALLEGO, *Una patria imaginaria: La extrema derecha española (1973-2005)*, Barcelona, Síntesis, 2006, p. 383-384; Xavier CASALS MESSEGUER, *Op. Cit*., 2003, p. 248-249.

17. Cette seconde ligne d´action, centrée sur le rejet de certains aspects du processus d´intégration européenne, est complètement passée au second plan dans la définition de l´agenda politique de la nouvelle extrême-droite en Espagne, *Cf.* Ferrán GALLEGO, *Ibid*., 2006, p. 388.

18. Sur le développement de l´ « autonomie historique », voir l´article d´Ernesto Milá « Punto final: Teoría y práctica de la autonomía histórica », [http://infokrisis.blogia.com/2010/032001-punto-final-teoria-y-practica-de-la-autonomia-historica-.php], consulté le 31 juillet 2011. Pour une critique de cette stratégie qui défend l´unité de l´ensemble des secteurs de l´extrême-droite, le maintien de ses traits identitaires distinctifs et de ses liens avec l´expérience franquiste, voir l´article suivant d´Eduardo Arias, [http://www.laredgualda.com/wordpressmus/?p=7941], consulté le 31 juillet 2011.

fondement et limite du système politique démocratique. Cette nouvelle emphase permettait à DN de redéfinir sa relation avec la démocratie, et de passer du rejet frontal à une tentative d´appropriation de celle-ci, bien qu´elle suive toujours les clés de lecture ultranationalistes.

Cette transformation n´impliquait pas seulement que l´immigration remplace l´unité de l´Espagne comme élément principal de structuration et de mobilisation nationaliste. Elle engendrait aussi une redéfinition chaque fois plus « ethnique », voire même directement raciste, de la communauté politique espagnole. Le nationalisme classique d´extrême-droite avait mis l´emphase sur le rôle des éléments politiques et religieux lorsqu´il s´agissait de définir le contenu substantif et les limites de la nation espagnole. Cette définition correspondait bien au passé impérial espagnol, chaque fois plus éloigné historiquement mais très puissant comme mythe-moteur[19], et au rôle de la religion catholique dans la structuration de cette unité politique en Espagne. Les expressions les plus achevées de cette conception furent le national-catholicisme et l´idée d´Hispanité, lesquelles présentaient un caractère ethniquement ouvert et religieusement fermé. Ces idées jouèrent un rôle fondamental dans la culture franquiste, pénétrèrent l´idéologie de l´immense majorité de l´extrême-droite (Blas Piñar sera lui-même le prolongateur de cette tradition), et ont survécu jusqu´à nos jours dans l´idéologie de différents groupes de ce courant politique. Au contraire, les nouvelles visions ultranationalistes impliquaient une transformation ethnique et l´émergence de positions relatives à la préférence nationale dans le discours politique de l´extrême-droite[20].

C´est pour cela qu´il n´est peut être pas surprenant que des secteurs pourtant marginaux dans la tradition de l´extrême-droite espagnole, comme ceux qui s´inscrivent dans la veine national-socialiste, aient joué un rôle particulièrement important dans cette rénovation[21]. L´absence de références hispanistes ou national-catholiques au sein de leur référentiel politique leur a surtout permis d´adopter un agenda centré sur la xénophobie et le rejet de l´immigration, même vis-à-vis des immigrants issus de pays latino-américains. Ceci fut le cas par exemple de certains des idéologues décisifs pour la définition de la direction initiale de DN, tel que Laureano Luna, ancien membre du *Cercle Espagnol des Amis d´Europe* (CEDADE). Il est aussi révélateur que le dirigeant actuel de DN, Manuel Canduela, ancien skinhead et ex-membre d´un groupe de « rock anticommuniste » (*Division 250*, en référence à la division espagnole qui combattit avec Hitler sur le front soviétique), procède aussi du courant national-socialiste.

Cependant, les tentatives de donner naissance à une extrême droite ultranationaliste et centrée sur la lutte contre l´immigration ne se virent couronnées ni par le succès électoral ni par une quelconque consolidation organisationnelle. Ainsi, lors des élections européennes de 1994, 1999, 2004 et 2008, théoriquement propices aux nouvelles formations puisqu´elles constituent des élections de second ordre (mais aussi parce que la circonscription nationale unique choisie pour les élections européennes dans le cas espagnol peut favoriser les formations minoritaires), ce parti obtint de pauvres résultats électoraux (respectivement 0.03, 0.04, 0.04 et 0.06% des voix). Lors des élections de 1999, le nombre de voix de DN fut même inférieur à celui de trois autres formations classiques de l´extrême-droite, pouvant être inscrites au sein de ce que certains dénomment le « secteur historique » de l´extrême-droite : la *Falange Española Independiente* (« Phalange Espagnole Indépendante », FEI) qui obtint 0.07% des voix ; l´*Alianza por la Unidad Nacional* (« l´Alliance pour l´Unité Nationale »,

---

[19] Sobre el concepto de mitomotor, veáse John A. ARMSTRONG, *Nations before Nationalism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1982, p. 9.

20. Cas MUDDE, *Op. Cit.*, 2007, p. 18-21.

21. Ernesto Milá signale que le rôle important joué par les secteurs procédant du national-socialisme (en particulier du CEDADE) dans la rénovation de l´extrême-droite est lié au caractère particulièrement maudit de ce secteur politique, *Cf.* [http://infokrisis.blogia.com/2010/032001-punto-final-teoria-y-practica-de-la-autonomia-historica-.php], consulté le 31 juillet 2011.

AUN, 0,06%) dirigée par Ricardo Sáenz de Ynestrillas, un activiste qui avait été mis en cause et acquitté postérieurement pour l´assassinat d´un député de Herri Batasuna en 1989 ; de même que la Phalange (« La Phalange », FE, 0,05%). Ses résultats furent également très limités lors des élections législatives. Par exemple, lors de celle de 2000, DN obtint 0.04% des voix, bien qu´elle concourrait au sein de la plateforme Espagne 2000 conjointement avec d´autres forces politiques (la plus importante fut un parti doté d´un penchant national-révolutionnaire, le Mouvement Social Républicain, MSR)[22].

De plus, ses tentatives de réélaboration du programme politique de l´extrême-droite dans une nouvelle direction ultranationaliste s´affrontèrent à des obstacles insolubles de caractère tant politique qu´organisationnel. Le parti ne put pas se libérer de ses tendances génériques fascistes, qui furent peut être elles-mêmes compréhensibles si l´on tient compte de la faiblesse politique et électorale de la nouvelle formation. Dans certains cas, ces tendances ont été plus liées à la tradition national-socialiste qu´à celle du phalangisme espagnol. C´est dans ce contexte symptomatique que Manuel Canduela accéda à la Présidence de ce groupe. À ce jour, les connotations néonazies de cette formation politique peuvent être même perçues au sein de certaines de ses pages internet (comme celle de ses sections juvéniles, DNJ), dans lesquelles certains symboles graphiques de cette tradition politique concrète coexistent avec la défense d´un libraire catalan, Pedro Varela, connu pour son travail de diffusion de la littérature national-socialiste et négationniste, qui purge actuellement une peine dans une prison espagnole[23]. Dans le même temps, lors des dernières années, les actions de cette formation se sont caractérisées par deux limites qui, quoique typiques des formations d´extrême-droite, ont été particulièrement présentes au sein de ce groupe : d´une part, un ensemble de conflits internes et de défections liées au leadership très personnalisé de son Président, Manuel Canduela à partir de 2005 ; et d´autre part, les mauvaises relations de cette organisation avec d´autres secteurs et formations de l´extrême-droite espagnole[24]. Pour l´ensemble de ces raisons, il est possible d´affirmer que l´impact de DN se limita à sa vocation protestataire et à sa proposition originale, plus qu´il ne fut lié à ses réussites politiques, électorales et organisationnelles.

2.2. La percée de la Plateforme pour la Catalogne

D´autres groupes ont aussi adopté avec des traits distincts, l´orientation ultranationaliste et anti-immigration qu´a défini initialement DN. Dans ce cadre s´inscrit en premier lieu la plateforme Espagne 2000. Ce parti, qui compte parmi sa direction certains des activistes qui dirigèrent la formation de DN, a adopté une stratégie totalement centrée sur la lutte contre l´immigration et la demande de politiques d´ordre et de sécurité, en cherchant à se différencier

22. Sur le MSR, *Cf.* Ferrán GALLEGO, *Op. Cit.*, 2006, p. 394 et suivantes, et Diego Luis SANROMÁN, *La Nueva derecha. Cuarenta años de agitación metapolítica*, Madrid : Centro de Investigaciones Sociológicas, 2008, p. 327-331. Consulter de même l´adresse internet de cette formation, [http://www.msr.org.es], consulté le 31 juillet 2011.

23. Il est également symptomatique que l´un de ses sympathisants fut condamné pour l´assassinat d´un jeune antifasciste en 2007, lorsqu´il se dirigeait à une manifestation contre l´immigration convoquée par cette formation politique.

24. Voir par exemple la déclaration de 50 militants et responsables de DN, qui décidèrent de quitter le parti lors de l´année 2005, *Cf.* [http://es.altermedia.info/general/carta-de-50-afiliados-de-dn_1420.html], consulté le 24 juillet 2011. Il en est de même au sujet des incidents qui conduisirent à l´expulsion du dirigeant et à d´autres militants de DN de la commémoration des morts de Francisco Franco et de José Primo de Rivera le 20 novembre 2010. Il faut signaler de manière générale que l´espace politique de l´extrême-droite se caractérise par la dureté des affrontements internes, au sein desquels les considérations politiques et stratégiques se mêlent aux accusations personnelles de la plus diverse nature (parmi lesquelles sont très fréquentes celles relatives à la collaboration avec les services de renseignement). Pour une description particulièrement critique des principaux dilemmes de DN, voir le texte d´Ernesto Milà [http://infokrisis.blogia.com/2009/112201-carta-abierta-a-roberto-fiore.php], consulté le 28 juillet 2011.

des inerties historiques de l´extrême-droite espagnole[25]. Cependant, il n´a pas réussi à franchir les limites de la communauté autonome de Valence, au sein de laquelle il bénéficie d´un soutien significatif. D´autres formations que l´on peut partiellement inscrire au sein de ce camp politique sont les formations déjà citées, à savoir le MSR et le FN, deux partis qui ont concouru en coalition aux élections autonomiques et municipales de 2011. Le MSR a historiquement adopté des positions national-révolutionnaires proches du fascisme de gauche, alors que le Front National, un parti fondé en 2006 et procédant d´une scission de la Phalange, a tenté de s´éloigner des signes d´identité phalangistes en s´appropriant les demandes anti-immigration. Quoi qu´il en soit, aucun de ces groupes n´a réussi à se démarquer de l´image d´extrême-droite qui les accompagnait en raison de leurs origines, de leurs adhésions symboliques et de leurs habitudes discursives.

La formation *Plataforma per Catalunya* (« Plateforme pour la Catalogne », PxC), constitue peut être le cas le plus intéressant de reconfiguration idéologique suivant la direction des alternatives des droites populistes européennes, et la seule qui a su déborder les frontières strictes du champ politique et électoral de l´extrême-droite classique, qui plus est, au sein du territoire catalan a priori particulièrement hostile. Ce parti, de cadre strictement catalan, s´est développé au sein de la vie politique locale dans la ville de Vic, sous la direction de Josep Anglada, un ancien activiste de Force Nouvelle. Il se caractérise par la proposition d´un agenda strictement anti-immigration, de même qu´explicitement xénophobe et islamophobe[26]. Les premiers succès d´Anglada à Vic s´expliquèrent précisément par son opposition active à la construction d´une mosquée, une opposition qui facilita l´irruption de ce parti au sein des institutions locales de quatre municipalités catalanes en 2003 (avec un conseiller au sein de chacune d´entre elles). Lors des élections locales de 2011, PxC obtint de relativement bons résultats électoraux, puisque la formation peut désormais compter sur 67 conseillers (et un peu plus de 2% des voix) dans toute la Catalogne.

Par contre, PxC n´a pour l´instant pas réussi à obtenir de représentation politique dans les cadres non locaux : lors des élections autonomiques catalanes de 2010, elle demeura à la porte du Parlement catalan puisqu´elle obtint 2,4% des voix. Il est également révélateur que PxC soit le seul représentant de l´extrême-droite populiste à obtenir certains succès électoraux en Espagne, car le parti a non seulement éludé toutes les connotations classiques de l´extrême-droite espagnole, mais il a aussi évité de prendre des positions claires par rapport à l´unité de l´Espagne, la tension entre l´identité nationale catalane et l´identité espagnole ou les politiques linguistiques en Catalogne. Cette renonciation à se positionner d´un côté ou de l´autre des divisions nationales espagnoles amena la formation à éviter de prendre une position tranchée par rapport au Statut de Catalogne. Cela est d´autant intéressant en raison des origines politiques de son dirigeant Josep Anglada, ex-militant de Force Nouvelle, qui a de même fait partie en 1989 de la liste au Parlement européen présentée par le parti de Blas Piñar (appelé alors Front National). J. Anglada déclara par exemple lors de l´une de ses déclarations éclairantes enregistrée par un journaliste en caméra cachée, que « même si je le porte dans mon cœur […] ni à Vic, ni en Catalogne, il ne nous intéresse de nous mettre en relation avec tout ce qui représente le franquisme, le drapeau espagnol, l´aigle etc. »[27].

Aussi limités soient-ils, les succès de PxC indiquent les avantages potentiels de définir un agenda strictement centré sur la question de l´immigration et d´éviter de s´insérer dans les débats identitaires historiques de l´extrême-droite espagnole. Bien que l´expérience catalane ne puisse pas simplement être extrapolée au reste de l´Espagne, les réussites de PxC

25. Ceci est le cas d´Ernesto Milà, responsable de l´élaboration d´une bonne partie des analyses politiques de cette formation.

26. Aitor HERNÁNDEZ-CARR, « ¿La hora del populismo? Elementos para comprender el "éxito" electoral de Plataforma per Catalunya », en *Revista de Estudios Políticos*, nº 153, août-septembre, 2011, p. 47-74.

27. *Ibid.*, 2011, p. 63.

notamment en raison de son discours anti-immigration, parallèlement aux échecs répétés des fractions classiques de l´extrême-droite espagnole, révèlent que la tradition et l´identité historique de ce secteur politique ont des effets électoralement inhibiteurs, particulièrement pour les secteurs qui se sentent maintenant alignés par rapport aux grands partis (aussi ceux de gauche) sur l´acceptation de l´État des autonomies. De plus, même si des positions ambigües par rapport à l´unité de l´Espagne auraient nécessairement des coûts élevés en dehors de la Catalogne, il est néanmoins aussi clair que la défense d´une telle unité a été déjà absorbée et monopolisée par le PP, un parti au credo « espagnoliste » solide qui s´appuie sur l´avantage que lui donne son énorme force politique et électorale. En ce sens, il semble difficile que l´unité de l´Espagne puisse servir comme bannière de rassemblement et d´accrochage d´une extrême-droite rénovée, s´il ne se produit pas de modifications dramatiques dans les positions assumées par le PP.

En somme, PxC a constitué l´unique irruption réellement originale et à succès que l´Espagne a connu depuis la transition et ce, dans une direction anti-immigration et populiste[28]. Ce changement a sans doute été facilité par le caractère localisé de son processus de formation, par l´importance de l´immigration au sein de la société catalane et par la difficulté de proposer une option d´extrême-droite classique et « espagnoliste » en Catalogne. Aucun des autres cas de mutations n´ont prospéré pour le moment, dans certains cas parce que la combinaison des inerties idéologiques de ce secteur politique et les difficultés d´entrer dans un marché politique dominé par un oligopole a amené les activistes et les dirigeants de ces partis à se réfugier au sein de leurs vieilles identités et cadres idéologiques (à la marque génériquement franquiste, phalangiste ou national-socialiste). Le cas de DN est le plus illustrateur à ce niveau. Mais même dans les autres cas de transformations, il n´est pas difficile de trouver à nouveau les liens entre les nouvelles formations politiques et les traditions de l´extrême-droite classique. Par exemple, les sites de diffusion de l´information du secteur auto-dénommé « patriote » alternent entre la propagande anti-immigration et anti-multiculturelle, des informations sur certaines formations à vocation innovatrices et populistes (comme Espagne 2000), tout en établissant dans le même temps d´abondantes références à la mémoire de la Guerre Civile ou à la participation de la Division Bleue espagnole durant la guerre contre le communisme en Russie[29]. Tout cela malgré que ce soit fondamentalement dans le camp du rejet de l´immigration que les principales possibilités de renforcement politique et d´expansion électorale d´une extrême-droite populiste (rénovée) puissent être appréciées. La section suivante explore plus précisément, en utilisant des enquêtes d´opinion, la taille et les caractéristiques idéologiques générales du secteur social doté de préférences fortement anti-immigration au sein de la société espagnole.

---

28. Certainement, tous les partis d´extrême-droite n´ont pas assumé le rejet de l´immigration comme axe de leur discours politique, comme la persistance des différentes ramifications issues de la Phalange le montre clairement. De plus, un parti qui a émergé en 2003, *Alternativa Española* (« Alternative Espagnole », AES), dirigé par Rafael López Diéguez, ex-membre de Force Nouvelle et gendre de Blas Piñar, a prétendu centrer son programme sur des questions de nature religieuse et morale (en particulier, la défense de la religion catholique, l´opposition à l´avortement et l´appui à la famille), sans abandonner pour autant la centralité de la défense de l´unité de l´Espagne et le rejet du multiculturalisme. Par exemple, le premier élément de son programme se centre sur l´affirmation des racines chrétiennes de l´Espagne, et le second sur la défense de l´unité de l´Espagne (*Cf.* sur ce point [http://www.alternativaespanola.com/programa_1.php], consulté en juillet 2011. Ceci est sans aucun doute la tentative la plus conservatrice, dans le sens idéologique classique, parmi les exemples de formations qui ont émergé dans le camp de l´extrême-droite espagnole. Malgré les ressources économiques sur lesquels cette formation a pu s´appuyer (à coût sûr plus important de ceux de n´importe qu´elle formation alternative de la droite radicale et populiste espagnole), cette option n´a pas non plus obtenu de succès politique significatif.
29. Voir par exemple l´adresse internet suivante de diffusion d´informations et d´opinion du secteur auto-dénommé « patriote » : [http://www.laredgualda.com/wordpressmus], consulté en juillet 2011. En ce qui concerne les partis à vocation anti-immigration, seul PxC et dans une moindre mesure Espagne 2000 (en raison de son emphase sur l´unité de l´Espagne), évitent les références aux signes identitaires et aux traditions politiques de l´extrême-droite espagnole. Ceci est aussi perceptible au sein des sites internet du Front National ou du MSR.

3. Les attitudes à l´égard de l´immigration et les changements au sein de l´électorat potentiel de l´extrême-droite

Nous avons observé que les tentatives de l´extrême-droite d´adopter un agenda anti-immigration n´ont pas été couronnées de succès mis à part dans le cas de PxC. Ceci ne signifie pas que les préférences de la société espagnole n´offrent pas de possibilités aux partis politiques qui promeuvent des politiques xénophobes et anti-immigrants[30]. De fait, si nous examinons les attitudes citoyennes envers l´immigration en utilisant des enquêtes d´opinions, on observe que les orientations des Espagnols ne sont pas si distinctes de celles des citoyens d´autres pays au sein desquels ont prospéré des forces populistes et xénophobes. Par exemple, le graphique 3.1 ci-dessous présente les réponses moyennes des citoyens de différents pays européens vis-à-vis de l´immigration grâce à l´*Enquête Sociale Européenne* de 2008 (ESS4-2008). La dimension horizontale signale le degré d´accord des enquêtés avec l´idée que les immigrants rendent la vie meilleure au sein du pays qui les reçoit, alors que la dimension verticale recueille l´accord avec l´idée que les immigrants enrichissent la culture du pays qui les reçoit[31].

Comme le graphique 3.1 permet bien de considérer, les positionnements moyens des citoyens espagnols ne sont pas très différents de ceux des citoyens de pays qui comptent des partis populistes et anti-immigration (par exemple, ils sont non seulement un peu plus favorables que les citoyens français, mais aussi plus opposés à l´immigration que les Belges, les Hollandais et les Danois). Si l´on ne se focalise pas sur les moyennes, mais sur le pourcentage d´individus clairement hostiles à l´immigration, le positionnement des citoyens espagnols n´est alors pas si différent de ceux des personnes interrogées au sein de pays dotés de partis anti-immigration importants. Par exemple, si nous agrégeons les deux variables mentionnées et que nous situons le point d´inflexion au niveau de l´indice 6, afin de distinguer les citoyens présentant des conduites clairement anti-immigration (quatre points en-dessous du point intermédiaire de l´échelle qui va de 0 à 20), il est alors possible de considérer que 15,5% des enquêtés en Espagne présentent des attitudes fortement anti-immigration. Ce pourcentage se situe en-dessous de celui des citoyens français partageant ces attitudes (19,6%), mais au-dessus de celui des Danois (11%), des Hollandais (9,3%) ou des Belges (13,8%). En somme, un secteur significatif d´électeurs qui présente des attitudes ouvertement anti-immigration n´est pas absent de la société espagnole.

Il faut de plus tenir compte du fait que les attitudes vis-à-vis des immigrants ne se répartissent pas uniformément au sein des différents territoires espagnols, ce qui ouvre la possibilité de mobiliser de larges secteurs d´électeurs mécontents au sein de certaines régions ou localités déterminées. Ainsi, si nous utilisons le même point d´inflexion afin d´établir la

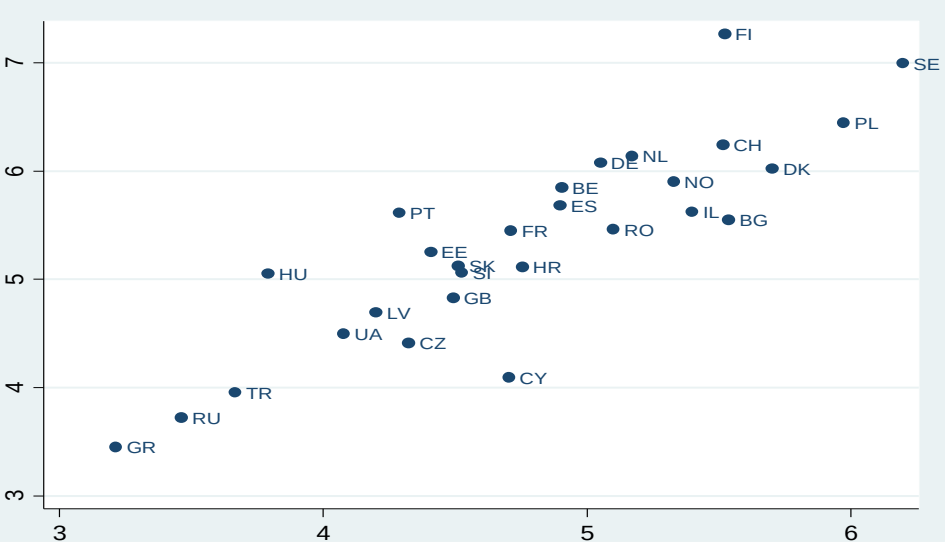
30. En raison des positions faiblement eurosceptiques des citoyens espagnols, nous laissons ici entièrement de côté l´analyse des opinions citoyennes à l´égard de l´intégration européenne. En cohérence avec la faiblesse de l´euroscepticisme, les partis d´extrême-droite ont évité jusqu´à ce jour de focaliser leurs campagnes politiques autour du rejet de l´UE. Sur l´évolution et les déterminants de l´euroscepticisme en Espagne, *Cf.* Iván LLAMAZARES et Wladimir GRAMACHO, « Euroskeptics among Euroenthusiasts: An Analysis of Southern European Public Opinions », *Acta Politica*, vol. 2, nº 3, 2007, p. 211-232.

31. La première question stipule exactement: « est-ce que (pays) est devenu un endroit moins ou plus intéressant à vivre suite au fait que des gens d´autres pays viennent vivre ici ? », (les réponses peuvent aller de 0, « le pays empire », à 10, « le pays s´améliore »). La seconde question est la suivante : « diriez-vous que la vie culturelle de (pays) est généralement remise en cause ou enrichie par les gens d´autres pays qui viennent vivre ici ? », (comme dans le cas antérieur, les réponses varient de 0, « la vie culturelle est remise en cause », à 10, « la vie culturelle est enrichie »).

proportion de citoyens dotés de fortes attitudes anti-immigration au sein des communautés autonomes, et en nous centrant seulement sur celles où le nombre d´enquêtés dépasse une centaine, il apparaît que la proportion d´enquêtés qui présentent des attitudes fortement anti-immigration atteint quasiment 22% en Catalogne et en Andalousie (pour 10% dans la communauté autonome de Valence et le Pays Basque, 11% à Madrid et 12% en Galice)[32]. Ces données indiquent que le potentiel d´attraction de voix en faveur de candidatures anti-immigration n´est pas en principe négligeable au sein de certains territoires espagnols. Il est de même possible que ces proportions sous-valorisent légèrement le potentiel du vote anti-immigration au sein de certains territoires, puisque des citoyens non-espagnols figurent parmi les enquêtés.

Graphique 3.1. Attitudes vis-à-vis de l´immigration au sein de différents pays européens

La vie culturelle est enrichie par les immigrants



Le pays est rendu meilleur par les immigrants

Notes : ESS 2008

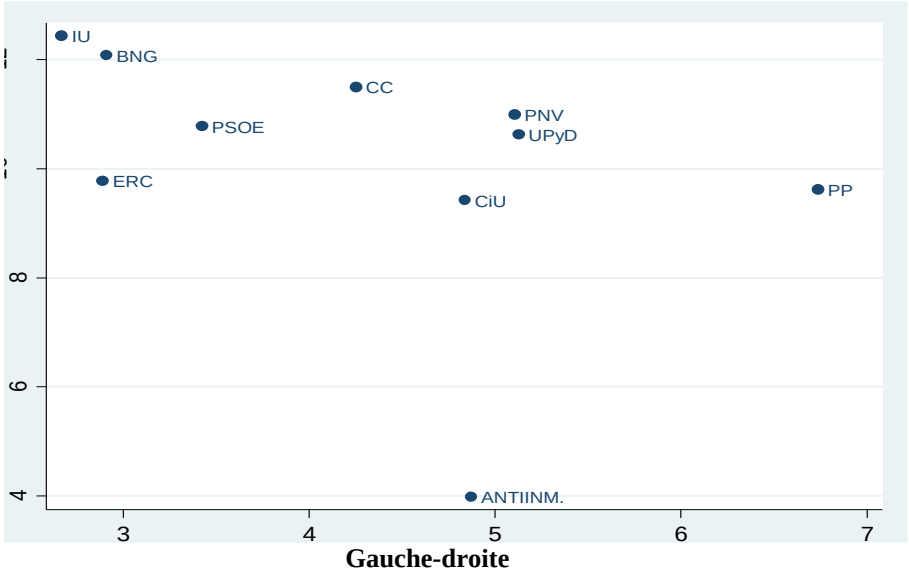
Dans un travail antérieur, il a été démontré le grand succès du PP dans sa capacité à attirer les votes de certains électeurs potentiellement mobilisables par l´extrême-droite espagnole, en particulier des citoyens qui présentent des préférences centralistes vis-à-vis de l´organisation politico-territoriale de l´État[33]. Il reste à néanmoins à voir dans ce cas, si le PP a aussi à capter le vote des citoyens aux préférences anti-immigration. Une première manière de traiter cette question est d´examiner les différences moyennes des attitudes anti-immigration entre les électeurs des différents partis, et de les comparer de plus avec les différences qui existent sur la dimension gauche-droite entre ces mêmes formations. Le graphique 3.2 ci-dessous montre précisément le positionnement moyen des électeurs de chaque parti sur la dimension anti-immigration présentée précédemment (dont les valeurs vont de 0 à 20), de même que sur la dimension gauche-droite. Il est possible d´observer sur le graphique que les électeurs du PP se situent dans une position (9,62) légèrement en-dessous du point

32. Les nombres d´enquêtés pour chacune de ces communautés autonomes sont les suivants : Andalousie (403), Catalogne (527), Communauté valencienne (181), Galice (500), Madrid (273) et Pays Basque (105).
33. Iván LLAMAZARES et Luis RAMIRO, *Op. Cit.*, 2007, p. 137-152.

intermédiaire de la dimension anti/pro-immigration (marqué par le 10), à un peu moins d´un point de la position moyenne de ceux qui votèrent lors des élections législatives suivant cette enquête (10,48) et des électeurs du PSOE (10,78). Le positionnement moyen des électeurs du PP se situe de plus relativement proche de celui des électeurs d´ERC (9,77) et de CiU (9,43). Par contre, sur la dimension gauche-droite, le positionnement des électeurs du PP présente clairement un tropisme vers la droite, à plus de trois points de distance (sur une dimension de 0 à 10) des électeurs du PSOE, et à presque deux points de la moyenne de l´ensemble des enquêtés. Ainsi, les différences entre les positionnements moyens des électeurs du PP et du reste des électeurs sont beaucoup plus réduites sur la dimension anti/pro-immigration que sur la dimension gauche-droite, ce qui suggère que le vote anti-immigration n´est pas beaucoup plus important pour le PP que pour les autres partis espagnols et que, par conséquent, il ne constitue pas une thématique fondamentale sur laquelle se fonde l´attrait électoral du PP.

Graphique 3.2. Positionnements moyens des électeurs de chaque parti politique sur les dimensions gauche-droite et anti/pro-immigration.

Anti/pro-immigration



Notes: les positionnements moyens sont considérés sur la base des déclarations de vote lors des dernières élections générales, ESS 2008.

Il est peut-être encore plus illustrateur d´examiner comme se distribuent les voix des citoyens qui présentent des préférences fortement anti-immigration, qui correspondent aux individus qui présentent une ponctuation égale ou inférieure à six sur la dimension anti/pro-immigration. Comme il est possible d´observer à travers le tableau 3.1 ci-dessous, ces enquêtés ne penchent pas nécessairement de manière majoritaire vers le PP. Même si les données de cette enquête sous-estiment clairement le pourcentage de voix pour le PP (comme le souligne le fait que 50,6% des personnes interrogées affirment avoir voté pour le PSOE contre seulement 30,5% qui auraient voté pour le PP), il est néanmoins clair qu´il n´existe pas un fort avantage compétitif en faveur du PP quant à sa capacité à attirer les voix des électeurs anti-immigration. Dans leur ensemble, ces données indiquent que le potentiel électoral du secteur anti-immigration n´est pas négligeable, qu´il ne s´incline toutefois de manière décisive envers aucun parti et que, dans des circonstances idéales, il pourrait tout à fait donner lieu à l´irruption électorale d´un nouveau parti de droite populiste.

L´expérience de PxC en Catalogne est révélatrice sur ce point, comme l´est aussi le succès électoral du maire actuel de Badalona, le membre du PP Xavier García Albiol, dont la campagne électorale s´est centrée sur le rejet de l´immigration et sur le lien entre l´immigration irrégulière et la délinquance. Cette stratégie à succès découlait précisément de la faiblesse électorale du PP catalan. Seule l´introduction de nouvelles thématiques pouvait permettre à ce parti de sortir de la situation minoritaire qu´il occupe sur la scène politique catalane. Qu´il le fasse à travers une stratégie anti-immigration et dans une ville de l´agglomération de Barcelone de tradition socialiste, illustre le potentiel politique et électoral que représente cette question, particulièrement lorsqu´elle est abordée depuis les positions de la droite populiste. Pour autant, le simple fait que la distribution du potentiel électoral anti-immigration se répartisse entre des partis distincts (qui incluent aussi des partis de gauche, le PSOE, ou nationalistes périphériques, CiU et ERC), révèle le caractère fortement inhibiteur que l´identité et les symboles de l´extrême-droite classique peuvent engendrer sur ce groupe d´électeurs. De plus, si l´on examine les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés qui présentent des attitudes anti-immigration, comme d´autres auteurs ont déjà souligné, il est possible de mettre en avant de façon consistante que ces caractéristiques sont très éloignées de celles des sympathisants classiques de ce secteur politique en Espagne, au moins de ceux de l´époque de la Seconde République et des débuts de la transition démocratique[34].

Tableau 3.1. Proximité partisane des électeurs présentant des attitudes fortement anti-immigration

Parti	**Vote lors des dernières élections (%)**
PSOE	46,19
PP	39,83
IU	2,97
CiU	3,81
ERC	1,27
PNV	1,27
BNG	1,27
UPyD	0,42
Autres	1,27
Vote blanc	1,69
N	236

Alors que durant ces périodes, les organisations d´extrême-droite s´appuyaient principalement sur des électeurs de classe moyenne et aisée (un fait observable par exemple en 1979, à partir de la répartition du vote envers l´Union Nationale au sein des différents districts de la ville de Madrid), les citoyens qui présentent aujourd´hui des préférences fortement anti-immigration se caractérisent, pour une partie importante d´entre eux, par des ressources économiques et éducatives limitées. En effet, c´est principalement entre les « perdants » de la mondialisation que le potentiel de ressentiment vis-à-vis des étrangers et de l´immigration, de même que la prédisposition ultranationaliste demeurent les plus forts[35]. Par

34. Pour une présentation résumée des nombreux exemples en ce sens, *Cf.* Paul HAINSWORTH, *Op. Cit..*, 2007, p. 95 et suivantes. Voir aussi les analyses comparées dans Hanspeter KRIESI *et. al.*, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

35. *Ibid.*, 2008.

exemple, la probabilité qu´un citoyen présente des orientations fortement anti-immigration atteint 21% dans le cas espagnol parmi les citoyens qui ont seulement effectué des études primaires, contre 15,5% pour l´ensemble des enquêtés et seulement 8,4% pour ceux qui ont effectué des études universitaires. Si nous considérons le niveau de revenu, la probabilité de présenter des orientations fortement anti-immigration est de 6,7% parmi les enquêtés au niveau de revenu élevé, alors qu´elle atteint de nouveau 21,6% pour ceux qui présentent de faibles revenus.

Il est également révélateur de considérer la position des citoyens dotés de fortes préférences anti-immigration sur la dimension gauche-droite. Pour montrer plus clairement la situation de ce secteur de l´opinion, il convient de comparer la position moyenne de ce groupe de citoyens sur le graphique 3.2 (Antiinm) de celles des autres groupes d´électeurs. Il faut se rappeler dans tous les cas que ces enquêtés distribuent leur vote entre différents partis politiques et que certains d´entre eux sont aussi abstentionnistes. Le positionnement moyen de ces électeurs sur la dimension gauche-droite est de 4,87. Cette position s´incline légèrement plus à droite que la moyenne du reste des enquêtés (4,49) en Espagne. Mais elle se situe aussi clairement à la gauche de la position moyenne des électeurs du PP (6,74) et dans tous les cas, dans une situation centriste sur la dimension gauche/droite. Ceci révèle que les attitudes des enquêtés dotés aussi de préférences pour les positions anti-immigration ne s´inclinent pas fortement à droite, même si cette situation pourrait être susceptible de changer dans la mesure où cette dimension se politiserait et que les groupes d´extrême-droite réussirait à établir des liens stables entre leur idéologie et les programmes politiques anti-immigration.[36] En cohérence avec les analyses de Kriesi et de ses collègues, dans le cas hypothétique où un groupe politique donné réussirait à attirer le vote de ce secteur de l´opinion et que les deux dimensions fondamentales de la politique espagnole seraient celles qui sont inclues ici, la structure spatiale de la compétition inter-partisane s´altérerait alors dramatiquement, puisqu´elle adopterait dans ce cas une forme triangulaire[37].

Pour l´ensemble de ces raisons, attirer ces franges d´électeurs nécessiterait de s´éloigner vers une direction populiste tout en refusant dans le même temps les symboles et les cadres idéologiques classiques de l´extrême-droite espagnole. En tenant compte des caractéristiques idéologiques et sociodémographiques de ce secteur de l´électorat, cette transformation impliquerait de même de mettre de côté les propositions programmatiques néolibérales en adoptant un programme économique mixte qui combinerait des politiques de protection sociale avec d´autres politiques plus libérales, dans la lignée des évolutions récentes d´autres partis de cet espace politique[38]. Certains activistes d´extrême-droite ont compris quelles sont les principales exigences de la situation afin de définir un programme politique pouvant mener à de plus grands succès électoraux. Cependant, comme il a été signalé, ces transformations sont demeurées timides et inconsistantes, de telle sorte qu´elles n´ont pas pour l´instant permis aux formations d´extrême-droite de se frayer un chemin au sein de la scène politique espagnole.

36. Il est intéressant de noter sur ce point que les différences idéologiques entre les secteurs anti-immigration et le reste de la société soient plus importants dans certains pays au sein desquels il existe des partis d´extrême-droite à succès. Par exemple, en utilisant le même point d´inflexion qui a été utilisé précédemment pour les électeurs espagnols, on observe que les secteurs anti-immigration français adoptent des positions droitières plus marquées que le reste de la population (5,4 pour les premiers et 4,4 pour les seconds).

37. Hanspeter KRIESI *et. al*., *Op. Cit.*, 2008.

38. En opposition à la vision de Kitschelt et McGann relative à la nouvelle formule gagnante de la droite radicale, *Cf.* Herbert KITSCHELT et Anthony McGANN, *Op. Cit.*, 1995, p. 12-13. Voir de même Paul HAINSWORTH, *Op. Cit..*, 2007, p. 86.

* * *

Lors des deux dernières décennies, différents secteurs de l´extrême-droite ont tenté de redéfinir leur idéologie et leur stratégie politique dans le but d´abandonner leur situation de faiblesse électorale et de fragmentation organisationnelle. Ces tentatives ont eu lieu en grande partie autour de la réélaboration de ce que devrait être le noyau fondamental de leur discours politique, de leur attrait électoral et de leur idéologie nationaliste. En particulier, l´extrême-droite s´est vue obligée à introduire une nouvelle thématique dans son programme politique (le rejet de l´immigration), et à modifier le poids relatif (et aussi parfois le contenu substantif) de ce qui constituait jusqu´alors le principal élément articulateur de son programme politique nationaliste, à savoir le thème de l´unité de l´Espagne. Cette transformation fut conditionnée par une multiplicité de facteurs. Parmi ceux-ci, se distinguaient les échecs électoraux répétés de l´extrême-droite, la quasi-entière monopolisation du thème de l´unité de l´Espagne par le PP, l´augmentation rapide des immigrants, mais aussi l´influence de l´ascension électorale de formations européennes proches, plus particulièrement le FN français et le FPÖ autrichien. Cette transformation impliquait l´élaboration d´un discours politique « ethnique » sur lequel il devenait possible de fonder le rejet de l´immigration et l´acceptation de la démocratie, cette dernière étant désormais interprétée dans un sens ultranationaliste. Tout cela impliquait de s´éloigner des traditions et des symboles historiques de l´extrême-droite espagnole, afin de réorienter ce secteur politique dans une direction radicale-populiste, une direction qui devait permettre aux partisans de cette espace politique de se défaire peu à peu de l´étiquette dévalorisante d´« extrême-droite ».

Cependant, ce changement d´orientation a été pour le moment ambigüe et inconsistant et, à l´exception partielle de l´expérience de PxC, s´est soldé par des échecs électoraux répétés. Ceux-ci s´expliquent par différents facteurs dont certains, comme le renouveau national du thème de l´unité de l´Espagne ou les caractéristiques du système électoral, sont entièrement indépendants des stratégies politiques de l´extrême-droite espagnole. D´autres cependant, se sont fondés sur les inerties idéologiques (procédant des épisodes les plus critiques du processus de constitution politique de ce secteur) et sur ses inconsistances (dérivées en partie de sa faiblesse électorale et de la compétition maximaliste entre les différentes formations de cet espace politique fragmenté). Tous ces facteurs ont stimulé l´adhésion persistante aux vieilles certitudes et aux traditions pérennes, comme moyens de maintenir la loyauté des plus sûrs et des plus infaillibles de ses quelques sympathisants. La trajectoire de DN, qui malgré sa volonté initiale a été incapable de se libérer du fardeau pesant de la version du fascisme la plus difficile à digérer pour la société espagnole (le national-socialisme) est illustratrice sur ce point. De même, ces adhésions compromettantes ont rénové, pour la majeure partie de la société espagnole, l´image d´une extrême-droite liée par le passé et de caractère anti-démocratique. Ce secteur politique ne pourra ainsi jouer un rôle significatif sur la scène politique espagnole que s´il se libère de ces allégeances. Avant que ceci n´ait lieu, les visions xénophobes et ethnocentriques proposées depuis cet espace politique se transmettront suivant d´autres manières au sein de la scène politique espagnole, notamment dans les débats et les conflits le plus souvent locaux sur l´immigration, ou à travers les stratégies électorales d´autres partis (jusqu´à maintenant épisodiques, comme celle du PP de Badalona) visant à mobiliser l´enjeu anti-immigration.